

« RALLYE CITOYEN » à Barentin

une vitrine pour la militarisation de l'école !

Pour le SNFOLC 76, c'est NON !

Mardi 12 mai 2026, plus de 130 élèves de six établissements publics de Seine Maritime ont été réunis à Barentin dans le cadre d'un « rallye citoyen »

Présentée sur le site Facebook de la mairie de Barentin comme une « *journée consacrée à l'engagement citoyen et aux valeurs républicaines* », cette opération ressemblait bien plus à endoctrinement militaire !



Levée du drapeau et Marseillaise surprise

Dès 9 heures, les élèves répartis en trois groupes habillés en bleu, blanc, rouge sont disposés pour représenter symboliquement le drapeau français et écouter solennellement des discours en présence du maire de Barentin, d'un représentant de la DSDEN, de chefs d'établissement, d'élus locaux et d'un général quatre étoiles de l'armée (général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, directeur du Service national et de la jeunesse du ministère des Armées), d'une conseillère départementale... Tout cela avant d'entonner la Marseillaise, en chœur avec les militaires, pendant le lever de drapeau !

Promotion des métiers en uniforme

Pour poursuivre cette journée, tous les élèves se voient remettre un plan pour parcourir les différents stands. Si un stand était consacré à la Croix-Rouge et un autre au recyclage (SMEDAR), une majorité était consacrée à l'armée, la police et aux dispositifs liés à la défense nationale : Union Nationale des Combattants, Délégation Militaire Départementale, Gendarmerie Nationale, Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, Police Municipale, Service Militaire Volontaire...



Tout au long de la journée, les élèves sont encadrés par des militaires, des gendarmes, des représentants de la Journée de Défense et Citoyenneté et des associations d'anciens combattants. Ils parcourent les stands et manipulent des armes, se retrouvent au sol, à plat ventre en position de tir, découvrent les rations militaires utilisées par l'armée...



Jeu de rôle avec armes

Munis de casques de réalité virtuelle, ils sont projetés en immersion dans un rafale, un sous-marin ou un porte-avion et simulent des tirs. Plusieurs intervenants ont par ailleurs explicitement assuré la promotion de la Journée Défense et Citoyenneté, invitant les élèves à « rejouer » ces expériences lors de leur future JDC. Au stand de la gendarmerie nationale, on leur fait porter un LBD et toucher les munitions utilisées ; on leur donne accès aux casques, menottes, kits d'intervention et matériel de contrôle... Equipés du matériel de défense de la gendarmerie (gilet pare-balles et plaques blindées), ils courent sur le terrain...

A la fin de la journée, les élèves sont repartis avec des porte-clés en forme de fusil d'assaut (FAMAS), ou d'invitation à s'engager dans l'armée. Ils se sont aussi vus proposer des diaporamas clefs en main pour l'oral du brevet.



Plusieurs discours ont valorisé le développement des « classes défenses », particulièrement dans les établissements REP et appelé au renforcement des commémorations scolaires et des partenariats avec les institutions militaires.

On peut lire sur le site de l'académie Normandie que les Rallye citoyens sont « *des actions qui favorisent la mobilisation des établissements scolaires et des acteurs locaux autour des questions de défense, de sécurité et plus largement sur l'engagement citoyen.* »

On le voit, sous l'intitulé consensuel de « citoyenneté », il s'agit surtout de banaliser, auprès d'élèves parfois très jeunes, les imaginaires militaires et sécuritaires. Le recours à des dispositifs immersifs, spectaculaires et ludiques transforme ici l'institution scolaire en espace de promotion des armées et des forces de l'ordre.

INACCEPTABLE !

Le SNFOLC dénonce ces dispositifs de propagande qui visent à détruite l'école dans ses fondements en en faisant un lieu d'endoctrinement. Les « *rallyes citoyen* », « *classes défenses* », livret d'enseignement visant à « *acculturer les jeunes à la défense* », la loi visant à « *renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté* », doivent être retirés.

Au moment où le gouvernement Macron impose, avec la loi de programmation militaire, une rallonge de 36 milliards d'euros pour les dépenses d'armement et de nouvelles coupes de 6 milliards dans le budget de l'Etat et de la Sécu, ces dispositifs visent à développer la militarisation de l'école. La mission de l'école publique est de former des citoyens éclairés, de développer l'esprit critique et l'émancipation intellectuelle, pas de les familiariser avec les armes et faire la promotion des armées et des forces de l'ordre.

Dans plusieurs départements, dans plusieurs établissements, les personnels, les jeunes organisent la résistance contre la marche à la guerre et y opposent leurs revendications. Le SNFOLC les soutient. De l'argent pour les postes, les classes, pas pour la guerre !

**Non à la militarisation de l'école !
Retrait de tous les dispositifs d'endoctrinement de la jeunesse !**